

Colette BRAECKMAN, Jules GÉRARD-LIBOIS, Jean KESTERGAT, Jacques VANDERLINDEN, Benoît VERHAEGEN et Jean-Claude WILLAME, 2010, Congo 1960. *Échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP/André Versaille éditeur, 160 p.

Djibril Diop

Volume 42, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045890ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045890ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Diop, D. (2011). Compte rendu de [Colette BRAECKMAN, Jules GÉRARD-LIBOIS, Jean KESTERGAT, Jacques VANDERLINDEN, Benoît VERHAEGEN et Jean-Claude WILLAME, 2010, Congo 1960. *Échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP/André Versaille éditeur, 160 p.] *Études internationales*, 42(1), 135–136.
<https://doi.org/10.7202/045890ar>

institutions une référence pour d'autres territoires au statut contesté. Cette alliance de l'intelligence et de l'évasion séduira le lecteur, à qui l'ouvrage donnera autant à voyager qu'à étudier.

Odile PERROT

*Réseau francophone de recherche
sur les opérations de paix
Université de Montréal, Montréal*

Congo 1960. Échec d'une décolonisation

Colette BRAECKMAN, Jules GÉRARD-LIBOIS, Jean KESTERGAT, Jacques VANDERLINDEN, Benoît VERHAEGEN et Jean-Claude WILLAME, 2010, Bruxelles, GRIP/André Versaille éditeur, 160 p.

La première partie de l'ouvrage éclaire les origines et la particularité de l'entreprise coloniale belge au Congo (RDC aujourd'hui), ancienne propriété personnelle du roi Léopold II, jusqu'au semblant d'intéressement de la Belgique pour ce vaste territoire au cœur de l'Afrique au milieu du 20^e siècle. Les auteurs s'interrogent aussi sur les forces qui le régissent, lui imprimant son caractère si spécial par rapport aux autres empires coloniaux. Car le Congo n'a jamais été considéré comme une colonie de peuplement (Jules Gérard-Libois). Le système colonial belge a été structuré autour de trois axes : le premier reposait sur l'État qui avait la charge d'organiser l'administration du territoire. Dans cette tâche, étant donné la faiblesse de l'effectif des administrateurs coloniaux, différents mécanismes seront mis en œuvre pour contrôler ce territoire immense en s'appuyant souvent sur les élites locales. Le second axe reposait sur l'Église, avec sa mission civilisatrice pour « implanter de nouvelles valeurs » par l'enseignement et à travers un processus d'assimilation. Le troisième axe, enfin, reposait sur le

capital, avec les entreprises privées très présentes déjà sur ces terres très riches en ressources naturelles. Ces dernières complétaient cette trilogie en s'appuyant sur la force de travail des indigènes. Ce qui fait qu'à un moment l'indigène s'est trouvé au centre des enjeux entre ces trois « partenaires » qui rivalisent sur le terrain : les uns pour l'encadrer et l'administrer pour le bien de la colonie et de la métropole, d'autres pour le protéger, l'éduquer et, enfin, les autres pour l'utiliser comme force de travail à bas prix pour faire fructifier leur capital. Par ailleurs, les auteurs notent les cohérences entre le discours et la pratique dans la colonisation belge. En effet, malgré tous les éléments matériels que la colonisation a pu objectivement apporter, notamment sur les plans de la santé et de l'éducation, elle a plutôt constitué un élément d'oppression pour la société congolaise.

Vint ensuite le temps des turbulences avec le processus fragile et accéléré qui conduisit le Congo à l'indépendance. Les auteurs, souvent témoins directs des événements, en retraçant l'imbroglio qui a suivi la proclamation d'indépendance du Congo le 30 juin 1960, établissent point par point les actions qui se sont succédé dans la période 1960-1963. Ainsi, la Belgique, qui ne se faisait guère d'illusion sur la situation économique et budgétaire d'un Congo indépendant dans son ensemble, a choisi de se concentrer sur la riche province du Katanga avec ses immenses réserves en ressources naturelles. Ce qui allait conduire à la tentative de scission de cette dernière et entraîner l'entrée en scène des Nations Unies pour répondre à l'appel des nouvelles autorités de ce pays jeune et encore fragile. Mais la Belgique, souvent de connivence avec

l'ONU, va jouer un double jeu : tout en soutenant la rébellion katangaise, elle garde une main en maintenant une forme de collaboration avec le pouvoir central. Ainsi, une conspiration s'organise sur le dos du premier ministre Patrice Lumumba avec l'aide des services belges, qui finira par l'emporter. Mais selon Jean Kestergat, un des auteurs de cet ouvrage, cet assassinat ne résout pas pour autant la question congolaise, devenue trop complexe, dans laquelle l'ONU s'est embourbée plus que jamais. Car diverses rébellions vont entraîner la partition du pays en trois entités, entre les Lumumbistes au Nord-Est, le Katanga au Sud-Est et le gouvernement central à l'Ouest. Ainsi, si l'intervention des Nations Unies a suscité, un moment, un grand espoir pour réduire l'impact du « facteur belge » et si elle devait servir de modèle pour le monde nouveau dans un contexte de « guerre froide », en mettant fin à la scission katangaise, elle abandonna finalement en 1964 un pays appauvri et déchiqueté (Jules Gérard-Libois).

Enfin, les auteurs mettent en relief l'histoire récente du Congo qui n'est, en fait, qu'un éternel recommencement. L'intervention des Nations Unies au début des années 1960 pour éviter la scission du Katanga et les troubles qui ont suivi la période d'après-indépendance semblent revenir au goût du jour, alors que le contexte n'est plus le même. Ainsi, certaines critiques adressées, voici un demi-siècle, aux Nations Unies se font comme un écho lointain de la situation actuelle dans ce pays d'Afrique. Un retour sur ce passé permet de comprendre le souhait des autorités congolaises de voir les Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC) quitter le pays au plus vite. Les auteurs réunis

dans ce recueil ont pour la plupart vécu personnellement les événements qu'ils racontent. Cette somme de vécus personnels et cette recherche d'objectivité dans la narration de l'histoire contemporaine donnent un accent dramatique à la question congolaise.

Djibril DIOP

*Faculté de l'aménagement
Université de Montréal, Montréal*

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Gouvernance et appropriation locale du développement. Au-delà des modèles importés

*Jacques FISETTE et Marc RAFFINOT
(dir.), 2010, Ottawa, Les Presses de
l'Université d'Ottawa, 228 p.*

Les écrits sur le développement des populations et des économies dans le monde ne manquent pas. Ce livre en est la preuve, s'il en fallait, puisqu'il leur rend hommage en les citant régulièrement. Les différents auteurs de cet ouvrage sont issus de disciplines et de cultures diverses, ce qui fait sans doute la force de leur propos. L'analyse proposée ici vise ainsi à compiler les différents propos et raisonnements afin de tirer leçon des expériences de développement local mises en œuvre par les institutions financières internationales dans les dernières décennies. Leurs raisonnements et leurs responsabilités sont ainsi étudiés à travers ces cas précis, autour du monde.

L'ouvrage proposé ici tente de répondre à la réponse complexe de savoir comment il est possible d'aider les pays en voie de développement. La question est vaste, ancienne et toujours d'actualité. Il est impossible de se poser ce type